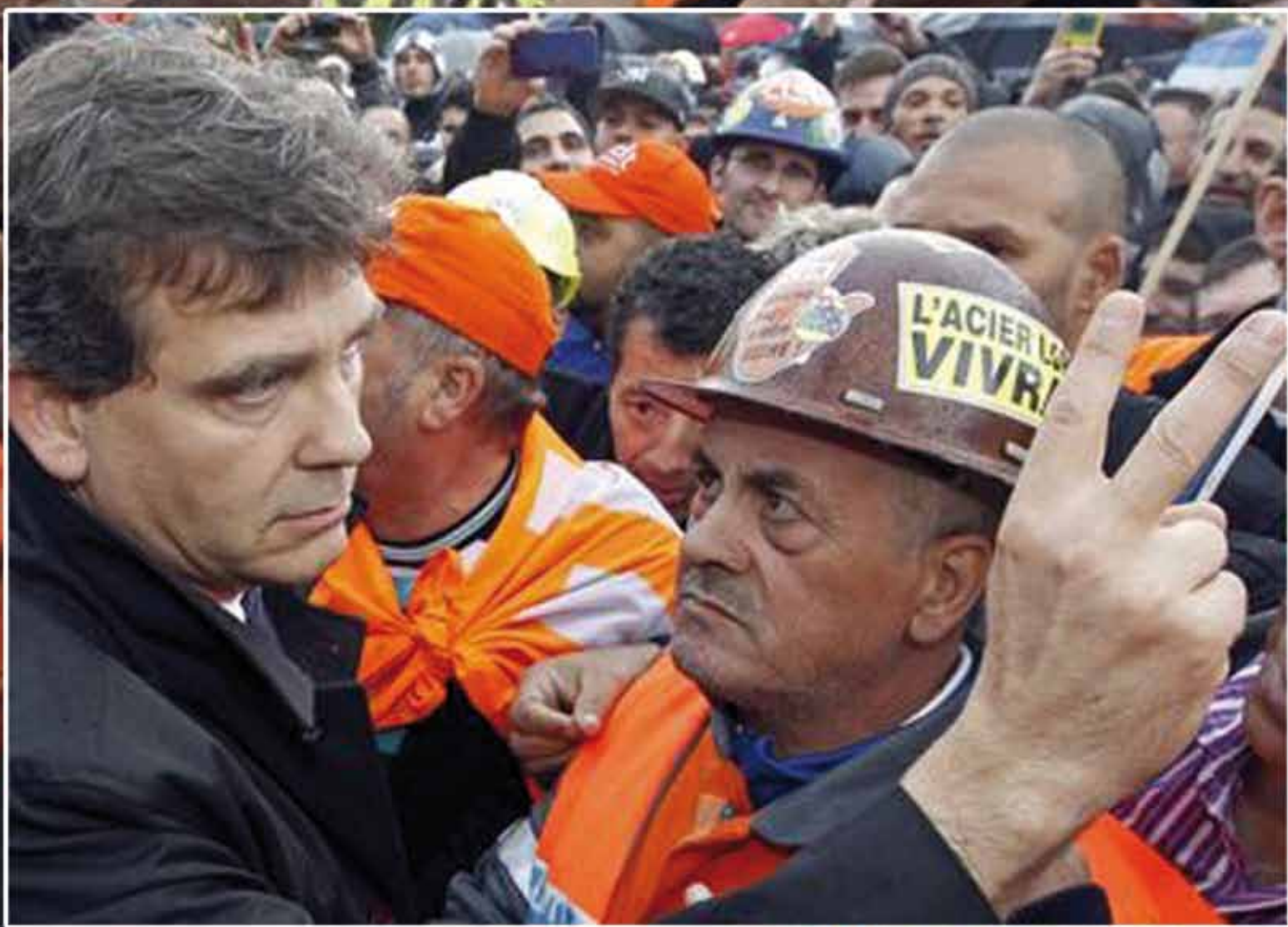


n°353 05/12/2012 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



ARCELLOR MINABLE !

C'EST NOËL AVANT L'HEURE !

Pas pour les ouvrier-e-s écrasé-e-s par les plans de licenciements
 Pas pour les nouveaux chômeurs.
 Pas pour les anciens chômeurs.
 Pas pour ceux et celles qui dorment dehors.
 Pas pour les militant-e-s écolos de Notre Dame des Landes
 Pour elles, pour eux, ce n'est que la continuité du feu libéral que nous subissons depuis 30 ans.

Mais c'est Noël pour les patrons.

Les annonces du « choc de compétitivité » se concrétisent aujourd'hui, et vont même prendre effet un an plus tôt que prévu.

La patronne du MEDEF explique qu'elle attendait un tel geste « depuis des mois, voire des années ». Bref, c'est encore plus sympa qu'avec Sarkozy.

Et faut dire qu'elle a raison, Parisot : 20 milliards de cadeaux aux entreprises.

Et notamment grâce à de nouvelles coupes à prévoir dans les dépenses publiques, santé éducation, logement...

La pression de la finance, des marchés, s'accroît : leur prochain objectif est une nouvelle dérégulation du marché du travail.

Les engagements du candidat Hollande et du Parti Socialiste étaient minces, mais leurs actes nécessitent une réponse dans la clarté. La majorité parlementaire constituée par le PS et les Verts n'est pas la nôtre, et une politique alternative à gauche, assumant la rupture avec la dictature des marchés, doit être portée à une échelle de masse. C'est le sens de la participation des Alternatifs au Front de Gauche, et c'est l'orientation qu'ils défendront dans tous les cadres unitaires, comme dans les mobilisations, sans exclusives. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

ARCELOR MITTAL :

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Après les proclamations gouvernementales, dur retour au réel. Le groupe Mittal est aujourd'hui très lourdement endetté (23, 2 milliards de dollars à la fin septembre dernier), n'a pas de stratégie dans la sidérurgie. En revanche il en a une pour le développement de ses profits

Mittal pourrait investir sur le site de Florange 180 millions d'euros sur une période de 5 ans, il s'engage à reclasser les salariés de la « partie chaude » du site et à développer la « partie froide », ainsi que ses installations de Dunkerque. En réalité, pour Mittal, les salariés de Florange sont une monnaie d'échange qu'il pourra sacrifier dans quelques années, ou utiliser pour obtenir de nouvelles concessions.

Pour Mittal, seule compte la logique financière de court terme.

La nationalisation du site sous le contrôle des salarié-e-s serait un élément d'une stratégie industrielle alternative, permettant entre autres la réutilisation des gaz à haute température pour produire de l'énergie et le développement d'activités connexes, donc la baisse du coût de l'acier produit. Une telle stratégie, nécessitant des investissements importants, est à l'opposé de la logique essentiellement financière de Mittal.

Et les faits sont plus têtus que la communication gouvernementale. ■

Tiburce CABOCHON



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2012

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
 Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
 tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
 Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

DIDIER ANGER,
 JEAN-JACQUES
 BOISLAROUSSIE,
 BERNADETTE BOUCHARD,
 TIBURCE CABOCHON,
 FRANÇOISE,
 JEAN-LOUIS GRIVEAU,
 JEAN-LOUIS LEDIZÈS,
 ALAIN VÉRONÈSE,
 SANDRINE
 ET LA COMMISSION FÉMINISME

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
 SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :
 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG



PROJET DE REFORME DES SCRUTINS LOCAUX: RIEN DE BIEN NEUF

Deux projets de Loi modifiant les modes de scrutins locaux ont été présentés au Conseil des Ministres du 28 Novembre dernier.

On aurait pu s'attendre à ce que ces textes soient portés par Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction Publique; on aurait surtout pu espérer qu'en toute logique, ils fassent suite à un grand débat démocratique sur le fameux « acte III de la décentralisation » et sur les enjeux d'une refonte de l'organisation politique et administrative de l'Hexagone. Et bien, non.

En fait de débat démocratique, il se sera au mieux limité aux discussions entre Gouvernement et « grands élus », sachant que le Parti Socialiste dirige 20 Régions métropolitaines sur 21 ainsi qu'une grande majorité de Départements et de Villes de plus de 30 000 habitants. La présentation du projet de Loi sur la réforme territoriale (clarification de la répartition des compétences, régime financier...) est renvoyée à 2013 et, dans la bonne vieille tradition semi-bonapartiste qui caractérise ce Pays, c'est le premier flic de France qui nous annonce deux Lois de rafistolage électoral.

Et en regardant les projets qui seront soumis au Parlement, il y a fort à craindre que les ciseaux de Valls ne vaillent guère mieux que ceux de Pasqua en termes d'avancée démocratique.

Le premier texte abroge la Loi de 2010 qui avait créé le conseiller territorial (chimère hybride du conseiller général et du conseiller régional). Le conseiller gé-

néral s'appellera désormais « conseiller départemental »; çà c'est révolutionnaire! Surtout, les électeurs seront appelés à élire un binôme paritaire femme-homme dans le cadre de cantons élargis. Si on peut saluer la volonté de favoriser l'égal accès des femmes à la représentation politique, force est de constater que la référence à des cantons, même élargis, ne constitue en aucune façon une réponse au nécessaire renouvellement démocratique. Le nombre d'élus départementaux ne devant pas augmenter, on va assister à un savant redécoupage de la carte cantonale. Les circonscriptions cantonales n'ont, la plupart du temps, plus rien à voir avec la réalité des bassins de vie. Leur maintien, au nom d'un prétendu « ancrage territorial » des élus, c'est la prime aux notables qui se font trop souvent élire et réélire en soignant une clientèle plutôt qu'en défendant un projet départemental.

On pourrait parfaitement imaginer que les Départements disparaissent au profit des Régions, question qui mériterait un véritable débat public. Quelle logique y a-t-il dans le fait que la Région ait compétence pour les lycées et le Département pour les collèges? Que les ports de commerce relèvent de la première et que les ports de pêche de la seconde? Que l'organisation des transports publics de voyageurs soit pareillement compartimentée? Pourquoi la Région ne pourrait pas gérer l'action sociale, etc? Mais si le Département doit perdurer en tant que collectivité locale, le seul mode de scrutin légitime de son assemblée délibérante, c'est le scrutin de liste départementale avec proportionnelle intégrale. Quant au second texte, il porte sur les

élections municipales et plus particulièrement sur le « fléchage », sur les listes des candidats se présentant aux élections municipales, des personnes appelées à siéger dans les organes délibérants des structures intercommunales (communautés de communes, d'agglomérations ou urbaines ainsi que les métropoles). Alors que ces structures intercommunales bénéficient, au détriment des Communes, de toujours plus de transferts de compétences dans des domaines majeurs pour la vie quotidienne de la population (urbanisme et aménagement, action économique, gestion de l'eau, de l'assainissement, de la collecte et du traitement des déchets, équipements culturels, sportifs, action sociale locale,...), le gouvernement renonce donc à l'élection de leurs assemblées délibérantes au suffrage universel direct. C'est une vision technocratique de l'intercommunalité qui triomphe; une intercommunalité vue comme un lieu où on ne traite que de dossiers techniques, où « on ne fait pas de politique » comme le proclament nombre de grands élus socialistes, et où on privilégie la recherche du compromis plutôt que l'affirmation d'un projet politique débattu devant et avec les citoyens. Dans ces conditions, il y a fort à parier que les projets de territoire à l'échelle des intercommunalités ne constitueront qu'un enjeu marginal du débat électoral lors des élections municipales de 2014. Conséquence collatérale de ce renoncement, le mode de scrutin choisi renforcera inéluctablement le cumul des mandats entre délégués intercommunaux et adjoints aux maires; à l'encontre des conclusions de la commission Jospin. Ce gouvernement n'est décidément pas à une contradiction près! ■

Jean-Louis GRIVEAU

SOUSCRIPTION DES ALTERNATIFS

La souscription vient d'atteindre un montant de 40.000 euros. L'objectif est de compenser intégralement le déficit lié à la participation du mouvement aux élections législatives de juin, soit 54.000 euros

La souscription se poursuit jusqu'à la fin du mois de décembre. Les chèques doivent être libellés à l'ordre de l'Association de Financement des Alternatifs et être envoyés aux Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris.

Les dons ouvrent droit à déduction fiscale à hauteur de 66% de leur montant. Merci à toutes et tous.

Aurore askatu!

eskubide zibil eta politikoak



Un mois qu'Aurore Martin est emprisonnée en Espagne SE MOBILISER POUR SA LIBÉRATION

Le cas d'Aurore Martin est symbolique du scandale de l'utilisation par les Etats du Mandat d'Arrêt Européen. Militante basque, elle est poursuivie par l'Etat espagnol et risque 12 ans d'incarcération dans les prisons espagnoles pour s'être exprimée politiquement (dans des réunions, conférences de presse, médias) en tant que membre de Bata-suna, organisation légale en France.

Tandis que la gauche syndicale, associative, politique indépendantiste basque s'exprime et agit depuis des années en faveur d'une résolution démocratique, politique et pacifique du conflit au Pays Basque, le gouvernement socialiste français s'allie au gouvernement espagnol pour accentuer la répression ... rendant d'autant plus difficile cette solution pacifique !

L'extradition d'Aurore Martin le 1er novembre dernier est un scandale, et doit être dénoncé comme tel. Le 26 novembre 2012, des représentant-es des organisations Union syndicale Solidaires, CGT Energie Paris, CNT, Batasuna, Comité de soutien au peuple basque (Paris), Bake Bidea , Gauche anticapitaliste, NPA, Fase, Les Alternatifs, (Le Cedetim, PCF EDF-GDF Paris et France-Cuba étaient excusés) se sont réuni-es pour envisager les initiatives de solidarité qui peuvent être menées unitairement et le plus largement possible.

Ces organisations ont d'ores et déjà décidé d'organiser des initiatives et rassemblements au moment - début janvier- où sera déposée la demande de mise en liberté provisoire d'Aurore Martin, afin d'exiger du gouvernement français qu'il appuie cette demande.

Elles se saisissent de la pétition initiée par Bake Bidea « pour la libération d'Aurore Martin et pour la mise en place d'un processus de Paix au Pays Basque »**, et appellent à la faire signer massivement. Une nouvelle réunion sera organisée le 10 décembre afin de faire le point sur la mobilisation, à laquelle sont invitées toutes les forces syndicales, associatives, politiques qui se reconnaissent dans cette démarche. ■

Le TGV Lyon-

Alors qu'à Notre-Dame-des-Landes un méga-aéroport est contesté par les populations, dans la région Rhône-Alpes un autre mégaprojet est sur la sellette. Nous donnons la parole à Régis Moulard du collectif NOTAV73, opposé à la LGV (Ligne à Grande Vitesse) Lyon-Turin, et membre des Alternatifs de Savoie.

Rouge&Vert : Peux-tu nous décrire le projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin ?

Régis Moulard : Ce projet est issu du schéma directeur des liaisons ferroviaires à grande vitesse, approuvé en 1990 par le Conseil des ministres de la Communauté européenne. Il s'agit d'un tronçon du corridor liant Lisbonne à Kiev. L'objectif est de développer les échanges de marchandises, doublé d'un réseau de voyageurs à grande vitesse. Il s'agit, selon moi, de répondre aux exigences de l'économie capitaliste productiviste. Les promoteurs de ce projet s'appuient sur une éventuelle croissance du transport de marchandises à travers les Alpes du nord et sur le report d'une partie de ce fret, de la route vers la voie ferrée par le biais du feroutage. Or, le rapport Alpes-info 2009 nous dit que la chute du fret est vertigineuse aux tunnels du Fréjus et du Montcenis : de 2000 à 2009, la quantité de marchandises transportée par les camions y a été divisée par 2,8 et par les trains, par 3,6 ! Pour ce qui est des voyageurs, la ligne TGV ferait gagner 1h40 entre Lyon et Turin et seulement 10' pour Lyon Chambéry. Mais est-ce un besoin social ?

Au sujet des aménagements, il est prévu le percement d'un total de 150 km de tunnel bi-tube, sous la Chartreuse, Belledonne...

Les défenseurs du projet avancent l'argument de la création d'emplois. Selon Louis Besson, qui est le grand défenseur du projet, il faut compter 3 000 emplois supplémentaires. Mais ils vaudraient uniquement pendant la dizaine d'années de travaux.

R&V : À quel prix est estimé ce projet ?

R.M : En 2001, le projet était estimé à 11 milliards d'euros, en 2006, à 14 milliards, et en 2011 à 25 milliards... Le gouvernement français voudrait faire financer une partie de ce projet par les collectivités locales concernées. L'Union européenne ne s'implique que pour le tunnel frontalier et seulement à raison de 30%.

Ne devrait-on pas utiliser tous ces milliards pour mettre en place des transports locaux fréquents ? Ce qui permettrait aux habitants de se déplacer sans être obligés d'utiliser leur voiture.

R&V : Quelles conséquences écologiques aurait la réalisation de ce projet ?

R.M : Il y aurait 15 ans de nuisances et la destruction durable des territoires. Le percement des tunnels produirait 50 millions de m³ de déblais. Il y aurait du bruit, des poussières, des norias de camions chargés de terres. Certains déblais contiendraient de l'amiante et de l'uranium dont les poussières se répandraient dans les vallées. Tous ces tunnels draineraient les eaux souterraines, donc assécheraient les versants. Ne parlons pas des terres agricoles et naturelles bétonnées pour toujours !

À plus long terme, ce projet renie la possibilité d'une économie locale et encourage la concurrence entre les peuples.

R&V : Quels sont les arguments des promoteurs de ce projet qui comprennent des élus d'Europe-Écologie ?

R.M : Ils veulent nous faire croire que ce projet est écologique. Ils prétendent qu'il va réduire le fret routier et permettre aux habitants de se déplacer plus entre la France et l'Italie. On voit des élus de tous bords s'accrochant aux quelques emplois promis en faire la promotion. Quant aux cheminots, ils espèrent défendre leur métier en soutenant la LGV. Cet immense chantier en

projet profiterait en premier lieu aux bétonneurs, aux tunneliers et aux industriels du rail : Alsthom, Bombardier, Vinci... La Fédération des industries ferroviaires qui les réunit sert d'instrument de pression sur les gouvernements et les collectivités locales.

R&V : Peux-tu nous parler des mobilisations contre ce projet qui ont lieu dès part et d'autre des Alpes ?

R.M : En Italie, le projet se heurte à une résistance massive et déterminée des habitants du Val-de-Susa depuis plus de 10 ans. Les manifestations peuvent rassembler des milliers de personnes, comme le 25 février dernier à Susa où en comptait 70000. Un camping de lutte s'est tenu tout l'été et la résistance s'organise quotidiennement à travers les différents comités locaux « no-TAV ».

Après une violente expropriation policière des parcelles appartenant aux opposants en février 2012, les premières pelleteuses travaillent sur le site de La Madelena derrière des barbelés de trois mètres de haut, protégés en permanence par des dizaines de soldats et de policiers. Ce qui occasionne un surcôt d'au moins 50 000 € par jour. Par ailleurs, il faut savoir que des centaines d'habitants du Val-de-Susa, identifiés comme opposants au projet, sont interdits de circulation dans leur propre vallée.

En France, depuis janvier 2012, le consensus défendant le projet s'est complètement effondré. Nous avons organisé de nombreuses réunions publiques dans les villages concernés. Il s'est créé en avril une « Coordination des associations contre le Lyon-Turin ». Nous avons organisé une manifestation à Chambéry en juin. En outre, les rapports de la Cour des Comptes dénoncent la non-justification économique du projet. Et fin octobre, Europe-Écologie-les-Verts a officiellement pris position contre le Lyon-Turin, malgré la collaboration de certains élus de cette organisation politique à ce projet. Suite aux études d'impact, la commune Villardod-Bourget a attaqué en justice le projet.

La « Coordination des associations contre le Lyon-Turin » tiendra un avant-sommet le 30 novembre et le 1^{er} décembre à Lyon. Et les no-TAV

prévoient, dans la même ville, une manifestation festive au moment du sommet franco-italien du 3 décembre.

R&V : Peux-tu nous parler des autres projets de TGV en France ?

R.M : Si on prend, par exemple, le projet de LGV Bordeaux-Toulouse, les opposants au projet ont commandité une étude indépendante. De cette étude a émergé une contre-proposition. Celle-ci prévoit la modernisation de la ligne existante. Elle est donc économe en matière foncière. Elle est pertinente pour les déplacements régionaux avec une desserte de centre-ville à centre-ville. Elle permettrait la revitalisation du transport ferré dans le Lot-et-Garonne. Les TGV pourraient y rouler à 250 km/h maxi. Si ces trains-ci mettraient, entre Toulouse et Bordeaux, 15 minute de plus que sur une ligne LGV, le coût (2 milliards d'euros) serait quatre fois moindre. Suite à la publication de cette contre-proposition, le Conseil général du Lot-et-Garonne a décidé de ne plus financer la ligne LGV.

R&V : Après 31 ans de développement, quel bilan peut-on faire des TGV ? N'ont-ils pas été nuisibles pour les petites lignes et les petites gares ?

R.M : Si les premières lignes de LGV (Paris-Lyon, Paris-Tours, Paris-Lille) se sont avérées très rentables, ce n'est plus le cas pour les 2 000 km prévus en 2003. Par ailleurs, la contestation de projets autoroutiers incite les groupes comme Vinci, avides de profits, à se tourner vers les chantiers de LGV. Mais elles ne le font qu'à condition que l'État et les collectivités locales prennent tous les risques de financements sauf les bénéfiques. Or, nous savons que dans ces partenariats publics-privés, ce sont les collectivités qui devront éponger les déficits.

La construction des lignes LGV a contribué à rendre l'aménagement du territoire très inégalitaire. Elle s'est accompagnée d'une régression du fret et des lignes existantes. Il faut donner la priorité au train populaire sur la vitesse. Il faut dire « non » à la fracture ferroviaire. ■

interview Jean-Louis LeDizès

Suite de notre tour de France des centrales nucléaires à fermer sans attendre : Flamanville, dans le Cotentin

LE COTENTIN, UN BOUT DU MONDE À RISQUES MAJEURS

FLAMANVILLE : DEUX RÉACTEURS AUTORISÉS JUSQU'EN 2017-2018, UN EPR DONT IL FAUT ARRÊTER LA CONSTRUCTION...

Deux réacteurs (sur 4 prévus) ont été construits en bord de mer malgré la constitution par les opposants au projet d'un Groupement Foncier agricole (GFA comme au Larzac), l'occupation du site pendant le mois de février 1977, au début des travaux, et de nombreuses péripéties juridiques à l'initiative du CRILAN.

Les générateurs de vapeur n'ont pas été changés, malgré les exigences du professeur TANGUY, en charge de la sécurité à EDF en 1990. Il craignait déjà que la production ne soit privilégiée par rapport à la sûreté des installations et la sécurité des personnels et populations. Ils ne le seront, selon EDF, qu'en 2017-2018, ce qui induit la prolongation des deux INB (installations nucléaires dites « de base »).



Flamanville : vue aérienne du chantier de l'EPR. A l'arrière plan, le cap de la Hague.

Dernier incident en date, le 24 octobre 2012 : une fuite d'eau radioactive de 7 000 litres par heure pendant 6 heures, sur une ligne auxiliaire du circuit primaire du réacteur N°1 en phase finale de redémarrage, après rechargement de combustible en fin d'arrêt de tranche "catastrophique" selon un agent EDF. Vieillesse d'installations en "bord de mer" ? Problèmes de gouvernance des centrales encore propriété d'État à 83 % ? Consignes peu claires ? Non prise en compte du stress au travail de nuit ?

Priorité à la production, avec accélération du processus de remise en marche à 300 °C et 155 bars ? Le dernier arrêt pour maintenance de de réacteur N°1 aura été jusqu'au bout très difficile : 112 jours d'arrêt au lieu de la cinquantaine programmée !

Impossible n'est pas français... L'accident majeur c'est quand ?

Le prototype EPR, en construction, n'a pour fonction que celle de "vitrine commerciale" pour l'étranger. En surcapacité pour la fourniture "en base", il nécessite un couloir de lignes THT 400 000 volts supplémentaire de 163 km, depuis la pointe du Cotentin jusqu'au Pays de Loire de... M. Ayrault. Talon d'Achille du projet global, sa construction a vu se développer une lutte de plus en plus radicale (Camp de Montabot-Le Chefresne, juin 2012) devant le passage en force de RTE, qui annonce la fin de sa construction pour le début 2013.

Le coût de l'EPR est passé de 3 à 6 milliards d'euros (estimation 2010) ou plus selon des sources internes.

Les malfaçons nombreuses et

diverses n'augurent pas d'une exploitation sereine, et il a déjà 4 ans de retard. (Selon EDF, mise en service en 2016...)

En 2010, EDF a obtenu de nouvelles autorisations de rejets en forte augmentation (contestées devant le Conseil d'État) pour les réacteurs 1 & 2 et, par anticipation, pour... l'EPR (6 ans avant l'exploitation prévue !)

On ne sait toujours pas quel combustible sera utilisé dans ce dernier : MOX prévu à l'enquête publique ? uranium plus enrichi avec gainage "dopé" au chrome ? ou uranium enrichi comme en Finlande, à Oki-luoto ?

Avant même la catastrophe de Fukushima, la vitrine commerciale s'était lézardée et les effets d'annonce de ventes à l'étranger n'ont guère été suivis d'effet. Malgré cela, le nouveau gouvernement a poursuivi la construction.

A quoi peut donc servir un tel prototype, si ce n'est pour développer ensuite une série ? Une preuve, s'il en fallait encore, qui démontre dans les faits que la Gauche de pouvoir ne s'inscrit pas dans la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité, mais bien dans sa relance !

C'est sur nos mobilisations qu'il faut compter ! ■

Didier ANGER
Crilan

Dans un rayon de 30 km à partir de la pointe de la Hague coexistent, à l'extrémité ouest de la presqu'île du Cotentin, non seulement :

- 2 réacteurs nucléaires 1300 MWe en activité (1986-1987) et un réacteur EPR de 1650 MWe en construction, à Flamanville

- Le centre de retraitement-extraction de plutonium d'AREVA NC

Mais également :

- Le CSM-ANDRA, centre de stockage Manche de déchets nucléaires de moyenne et faible activité, en "surveillance", jouxtant l'usine de retraitement ; sous la "couverture" bitumeuse : environ 100 kilos de plutonium, 200 tonnes d'uranium, plus de 20 000 tonnes de plomb...

- L'arsenal de Cherbourg construisant des sous-marins à propulsion nucléaire au cœur d'une agglomération d'environ 100 000 habitants.

- Le terminal ferroviaire de Valognes de transports nucléaires.

Une concentration à risques multipliés : en cas d'accident sur l'une des INB, qu'advient-il de la maintenance des autres ?

LA HAGUE : USINE DE "RETRAITEMENT", ABUS DE LANGAGE ET MENSONGE D'ÉTAT

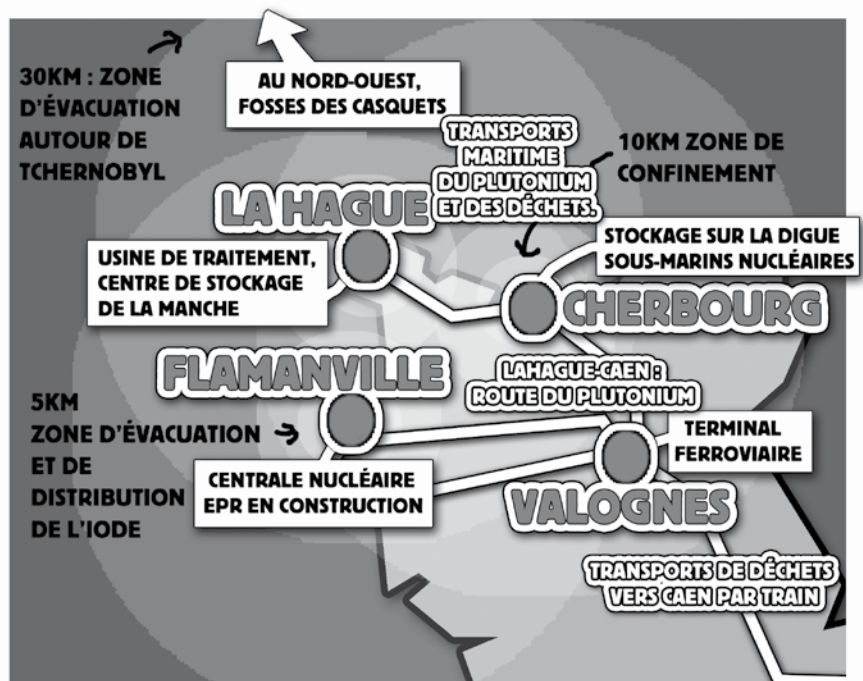
Construite de 1959 à 1967, la première usine était conçue, à des fins militaires, comme secours en cas d'accident à Marcoule.

Il s'agissait d'abord d'une usine d'extraction du plutonium (1 % des combustibles irradiés issus des réacteurs des centrales). Par la suite, ses fonctions ont été étendues au domaine civil. L'uranium issu du retraitement (95-96 %), dit "recyclable" par AREVA, n'est pas actuellement recyclé. Les déchets français de haute activité à vie longue, vitrifiés, attendent, nombreux, sur le site. Les déchets technologiques des opérations de retraitement et du début de démantèlement de la première usine UP400 sont en attente de transport et de stockage.



Une partie de l'usine de retraitement de la Hague, qui couvre 220 hectares à 180 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Plus d'une centaine de cœurs de réacteurs sont entreposés, en attente de retraitement (ou sans retraitement prévu), dans 4 piscines dont les toits de hangars sont vulnérables aux survols d'avions fortement chargés en kérosène (notamment ceux de Roissy vers les USA).



La loi cadre contre les violences ? OÙ EN EST-ON ?

Plusieurs dizaines de tonnes de plutonium vieux de plus de 5 ans, et donc non "moxable", sont stockés, sous terre, dans des conteneurs de 2,9 kg pour éviter la masse critique et l'explosion spontanée. En fonctionnement non accidentel, les rejets gazeux et liquides sont sans commune mesure avec ceux d'un réacteur nucléaire (rien que pour le tritium liquide, environ autant que l'ensemble des rejets des centrales nucléaires mondiales...)

Les installations nucléaires d'AREVA NC à la Hague ne fonctionnent plus qu'à la moitié de leur capacité théorique, la quasi totalité des contrats étrangers étant rompus. L'arrêt global du retraitement, que nous ne cessons de réclamer, ne peut pas signifier la fermeture de l'usine, en l'état.

Ce "bunker" reste l'un des sites les plus à risques de l'addiction du pouvoir nucléaire de Gauche comme de Droite à la drogue dure du plutonium. ■

A l'occasion du 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes, il nous apparaît nécessaire de faire le point sur la loi cadre contre les violences faites aux femmes votée en juillet 2010. Au vu du verdict du procès de Créteil à l'encontre des deux personnes victimes de viols collectifs, pour ne prendre que cet exemple qui crève l'actualité, on peut affirmer que les violences sont toujours honteusement présentes : c'est un phénomène de grande ampleur et la persistance archaïque des violences faites aux femmes souligne le problème endémique de la société patriarcale, problème qui va de la rue jusqu'au palais de justice, en faisant de nombreux détours, par l'entreprise, la maison.....

Revenons à la loi cadre, voyons en les lignes forces de la lutte contre les violences conjugales :

1. Faciliter le dépôt de plaintes par les femmes
2. L'ordonnance de protection (dispositif phare de la loi) peut être délivrée par le juge aux affaires familiales. Le juge, qui doit statuer dans les 24 heures, peut être saisi par la victime ou par le ministère public avec l'accord de la victime.
3. Le texte crée de nouveaux types de délit : Le délit de harcèlement au sein du couple pour prendre en compte les violences psychologiques ou morales. Le délit de «contrainte au mariage» pour lutter contre les mariages forcés
4. Pour les femmes issues de l'immigration, le texte prévoit d'accorder ou de renouveler leur titre de séjour pour celles venues en France au titre du regroupement familial, même si elles se sont séparées de leur mari en raison de violences. De même une carte de séjour pourra être délivrée aux personnes en situation irrégulière ayant subi des violences conjugales.

Qu'en est-il 2 ans après?

1. Le rapport d'information sur l'application loi du 9 juillet 2010 relative aux violences conjugales rendu le 17 janvier 2012 par Monsieur Guy GEOFFROY et Madame Danielle BOUSQUET laisse apparaître un bilan en demi-teinte. En vigueur depuis le 1er octobre 2010, le dispositif

de l'ordonnance de protection a permis un doublement des demandes mais reste insuffisamment mis en œuvre.

Le rapport souligne que près d'un tiers des demandes d'ordonnance de protection fait l'objet d'un rejet. Cela illustre la difficile administration de la preuve pour plusieurs raisons : la victime doit, en effet, apporter un faisceau d'indices établissant le caractère vraisemblable des violences subies et du danger encouru. Le juge est fréquemment contraint de trancher en l'absence d'éléments matériels, ce qui le conduit à débouter la requérante. La tenue d'une audience commune entre l'auteur et la victime semble aussi poser problème.

Cette loi devait permettre à la justice de répondre en urgence à des situations de danger immédiat. Le rapport relève qu'à l'occasion des débats parlementaires, le délai envisagé semblait devoir être compris entre 24 et 48 heures, Selon les chiffres fournis par la Chancellerie, le délai moyen séparant la saisine du juge aux affaires familiales de la décision est bien supérieur à celui initialement envisagé, puisqu'il est de 26 jours. La durée de la validité des mesures de protection, à savoir quatre mois au plus, se révèle trop courte pour assurer la stabilisation juridique de la situation de la victime.

2. Selon Emilie Bruézière, avocate au barreau de Paris

*Il n'y a eu aucune condamnation intervenue sur le fondement de violences psychologiques au sein du couple.

* Une seule condamnation en 2010 en vertu de la circonstance aggravante de mariage forcé.

* Non parution des 3 rapports prévus du Gouvernement au Parlement (formation des professionnel-le-s concerné-e-s, application aux femmes algériennes de l'ordonnance de protection, création d'un Observatoire national contre les violences faites aux femmes)

* Difficultés rencontrées par les femmes étrangères victimes de violences conjugales et bénéficiaires d'une ordonnance de protection à se voir délivrer un premier titre de séjour ou un renouvellement.

Pour s'informer et s'associer aux luttes :

- www.crilan.fr
- <http://percysoustension.pages-perso-orange.fr/>



Agissant sur le terrain dans le collectif « Contre coups » dans la Drôme contre les violences, nous avons pu constater un comportement positif des personnes qui reçoivent les plaintes dans les commissariats quand nous avons la chance que ces personnes aient été formées ; elles sont dans la bienveillance, elles connaissent la loi, le dépôt de plainte est grandement facilité. En règle générale les campagnes contre les violences ont été bénéfiques : même si les personnes avouent leurs incompétences pour traiter le problème (méconnaissance des droits de la personne victime), elles restent respectueuses de cette dernière. Mais bien sûr, cela est loin d'être suffisant.

Le bilan 2011 de Solidarité Femmes nous donne quelques repères quantitatifs :

* 42.140 appels traités en 2011 par le 3919, le numéro dédié aux violences conjugales. Il relève par ailleurs que les pics d'appels correspondent aux campagnes d'information, et demande donc leur multiplication.

* En rapportant les données recueillies aux chiffres de l'Insee sur la population, Solidarité femmes évalue le nombre de femmes victimes de violences conjugales à près de 2,5 millions de personnes, soit 9,1% de la population féminine française. * 9% ont porté plainte en 2011, et 18% ont obtenu un certificat médical

Dans le rapport du 17 janvier cité plus haut, on peut lire : « Cette loi, malgré tout le travail effectué par les associations pour la faire connaître n'est de toute évidence pas exploitée par les professionnel-le-s chargé-e-s de la mettre en œuvre et peu connue du grand public. Il convient de savoir qu'il y eu très peu de formation des professionnel-le-s et pas de sensibilisation-information

du grand public par les ministères concernés ».

Nous prenons note du projet gouvernemental de création d'un Observatoire national des violences faites aux femmes, qui aura non seulement pour mission de mieux connaître et analyser ces violences, mais aussi de coordonner l'organisation mise en œuvre sur les territoires, en application de la loi du 9 juillet 2010, pour organiser la prévention, la protection et l'accompagnement des victimes. La lutte contre les violences faites aux femmes sera l'une des priorités du Comité Interministériel de l'égalité entre les femmes et les hommes. Les décisions qui seront prises devront permettre de recentrer l'action de l'Etat sur un plus petit nombre de priorités (le plan d'action interministériel décidé en 2010 n'en contient pas moins de 61), pour une protection sans faille des femmes concernées.

Nous restons vigilant-es à ce que cet Observatoire se mette en place ainsi qu'aux moyens qui seront alloués aux associations pour favoriser l'accompagnement nécessaire des victimes.

Les organisations féministes tout en se félicitant que cette loi ait vu le jour avaient indiqué les insuffisances de celle-ci par rapport à celle votée en Espagne. Il faudra donc certainement une nouvelle loi ultérieurement pour combler les lacunes. Mais le plus important actuellement est qu'il faudrait que cette loi soit réellement mise en œuvre. Et lorsqu'on sait que les multiples textes visant à l'égalité entre les femmes et les hommes en matière de salaires et de parcours professionnels sont restés lettre morte, il est plus que probable que sans l'intervention des principales intéressées, les comportements machistes et les violences faites aux femmes resteront une triste réalité. ■

Bernadette, Françoise, Sandrine et la commission féminisme

La Palestine à l'ONU ! Quel changement ?

Le 29 novembre 2012, 67 ans jour pour jour après la résolution des Nations Unies sur le partage de la Palestine créant deux États sur ce territoire, 138 pays sur 188 ont voté pour l'admission à l'ONU de la Palestine comme état observateur non membre. Seuls 9 États, entraînés par les États-Unis et Israël s'y sont opposés. Le résultat de ce vote montre que, en dehors du monde occidental (Amérique du Nord, Europe, Océanie), la cause palestinienne bénéficie d'un très large consensus.

Le texte adopté fait référence aux résolutions 181 (plan de partage) et 194 (réfugiés) des Nations Unies. Les frontières du futur État de Palestine doivent être celles de 1967 et sa capitale Jérusalem-Est. Les Alternatifs s'associent à la joie manifestée par le peuple palestinien, aussi bien en Cisjordanie qu'à Gaza, à l'annonce de ce vote, qui est aussi une reconnaissance de sa capacité à résister.

Ils dénoncent le double langage des USA et de certains pays de l'UE dont les discours sous couvert d'une pseudo relance du "processus de paix" défendent la création d'un État palestinien mais dont les actes consistent à voter contre ou à s'abstenir.

Cette victoire diplomatique de la Palestine ne modifie pas la donne sur le terrain, à savoir la poursuite de l'occupation,

de la colonisation (Israël défie l'ONU en annonçant au lendemain du vote la construction de 3000 nouveaux logements dans les colonies) et du blocus de Gaza. Cette admission de la Palestine lui permettra de saisir directement les instances internationales telles que la CPI ce qui pourrait constituer un pas en avant.

Dans la logique de son vote à l'UNESCO l'an dernier, et à l'ONU cette année, la France doit reconnaître l'État de Palestine et s'impliquer davantage, aussi bien auprès des autres pays de l'UE que de l'État d'Israël, afin de contraindre ce dernier à respecter enfin le droit international qu'il bafoue depuis sa création. En effet, la solution ne pourra émerger que lorsque les pays dominants, en premier lieu les États-Unis et l'UE imposeront à l'État d'Israël, par des sanctions, le respect du droit international. Seule, la reconnaissance de l'intégralité des droits du peuple palestinien est à même de ramener la paix.

Mais cette victoire diplomatique doit être l'occasion de développer le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, élément essentiel de son combat.

Application du droit international, rien que le droit, tout le droit ! ■

Les Alternatifs



OUI : 138

ABS : 41 NON : 9

De l'inutilité de fouetter un cheval mort

Difficilement, mais avec patience, j'ai écouté le président à la télé. Pris connaissance des mesures gouvernementales. Réactions subjectives, à grands traits sur quelques points saillants du programme en cours d'exécution lente. Avec argumentée (nous l'espérons), une forte insistance sur la réforme "oubliée", pourtant d'une importance plus que majeure : la réduction – importante – du temps de travail.

La timide réforme de la fiscalité est un écran de fumée. Si taxer les riches ne peut faire de mal, c'est à peu près rien faire si on ne s'attaque aux sources des maux. Vouloir ET la croissance ET la rigueur pour créer des emplois dans une logique de compétitivité mondialisée procède de la pensée magique ou de l'incompétence chronique. Pour ne rien dire du mensonge et cynisme satisfait eu égard au respect que l'on doit à la fonction ...

Augmenter le montant légal des dépôts sur le livret A ? Le montant moyen de l'épargne sur ce livret (dont le taux de rémunération se situe tout juste au niveau de l'inflation), le magot est en moyenne à peine supérieure à 300 euros !

Les « *Emplois d'avenir* » sont une imposture. Création d'emplois d'utilité réellement fictive. Les coûts payés par fiscalisation (2,3 milliards environ en 2013, pour 150 000 jeunes), ont pour "utilité" majeurs d'acheter la paix sociale dans les quartiers. Les jeunes bénéficiaires le savent fort bien, ils seront médiateurs avec les copains, agents d'ambiance dans les cages d'escaliers, "grand frères" mensualisés, ... ils apprendront vite à avoir l'air sérieusement occupés à ne (presque) rien faire.

Le chantre de la "démondialisation" est promu ministre du « redressement productif ». Fichtre ! Redressement ? Va-t-on – pour créer des emplois – rénover les maisons de redressement qui, d'antan, hébergeaient les jeunes délinquants et autres socialement mal lotis ? A moins que l'on ne cherche l'innovation du côté des « *workhouses* » victoriennes ?

Bien au delà des banlieues déshéritées on imagine les cohortes d'experts gravitant autour du ministère et, "scientifiquement" concoctant sur de surpuissants ordinateurs des relances, des reprises, des indices de compétitivité par positionnements stratégiques sur les segments de marché à haute valeur ajoutée. Le déficit de la balance

commerciale se creuse, les entreprises délocalisent, le chômage explose, le dérèglement climatique inquiète même les sceptiques... signes signifiants, signaux qui indiquent qu'il faut sur la même lancée libérale en faire davantage. Point de salut hors du marché, si ça ne fonctionne pas, c'est qu'il faut davantage de libéralisation. Si la saignée tue le malade, c'est que le malade n'était pas bien portant, l'acharnement thérapeutique serait contre productif.

Les experts me désespèrent.

Tous, entendons ceux qui ont pignon sur Matignon, audience dans les grands médias, en appellent à la croissance. Croissance de quoi ? Pour qui ? Fondamentalement, il ne s'agit pas d'un problème de production en plus, mais de plus égale répartition. Nous y reviendrons.

Provisoirement, petite argumentation mathématique. En France, la population active croît d'environ 150 000 postulants à l'emploi chaque année. Déduction faite des sortants, i.e. les retraités... qui sortent de plus en plus tard pour cause de réformes des retraites, les postes disponibles diminuent d'autant. C'est étudié pour : la concurrence féroce pour les rares emplois c'est excellent pour abaisser le coût du travail, en conséquence la compétitivité prix.

Nonobstant, l'OFCE et l'INSEE, repaires de froids matheux pas vraiment gauchistes, font valoir qu'une croissance de 1,5 % est un minimum pour stabiliser le niveau d'emploi, absorber les 150 000, nouveaux actifs. Sur cette hypothèse, le chômage reste stable : 3 millions d'inscrits n'ayant exercé aucune activité, catégorie A qui ne tient compte ni de la précarité permanente, ni du sous emploi misérable. Le président envisage une croissance de moins de 1% pour 2013 (0,8), la fin du tunnel, ce n'est pas pour demain.

Le vrai problème, le défi majeur ? Le chômage. Autre formulation, différente, à dessein : le manque d'emplois. A défaut d'emplois, la misère croît, le Pib faiblit, l'économie grise de la "débrouillardise" s'installe dans les banlieues. La ploutocratie mondialisée n'en a cure, qui vit hors sol entre Paris, Boston, Tokyo et résidences authentiquement campagnardes dans le Lubéron (ou exotiques au Maroc). L'insécurité c'est une ambiance favorable aux mesures radicales (« La stratégie du choc »). Le chômage n'est pas un problème, c'est la solution, la ruse de la raison capitaliste.

On brûle des voitures au bas de Hlm, la "

jet society" consume des fortunes pour vivre entre soi, tranquille, ainsi soit-il, l'ordre hiérarchique se consolide chaque jour. Tout va bien Madame la Marquise.

La danse de la pluie

La croissance, c'est l'espoir, le crédo, la solution, l'emploi, le grain à moudre qui peut assagir les mécontents et autres désœuvrés sous le seuil de pauvreté (8 millions). Avec jactances séduisantes, langue de bois soporifique, incantations ritualisées, on l'espère, on l'attend, on gesticule pour faire venir la croissance. On observe une véritable danse de la pluie pour faire tomber les fertilisantes mannes célestes. Et, les évergètes élus espèrent la reconnaissance des administrés !

La pluie ne vient pas ? Il faut donc danser plus vite, plus fort et davantage ! Les évergètes de moduler leurs discours : ça va venir... Spectacle de la pensée magique, totalitarisme de l'impensé catégorique.

Détour par la comptabilité froide, l'exactitude approximative des chiffres et quantités.

Une croissance de 1,5 % du Pib (de quel Pib, pour quoi, pourquoi et pour qui ?) permet d'absorber, d'occuper les 150 000 nouveaux postulants annuels. Pour intégrer, ne serais-ce que les 3 millions de chômeurs sans aucune activité, il faut combien de points de Pib en plus ? Rien de moins que 30%.

Soyons réaliste et patient. Accordons du temps au temps. La sortie du tunnel ne peut se faire en un jour, pas même un an. Sur 5 ans, (un mandat présidentiel) 30 %, cela donne 6% par année, avec nécessaire de plus, les 1,5 % par effet démographique... Sur 10 ans, ça passerait mieux ? Et pourquoi pas sur 20 ans ? *A long terme, nous serons tous morts* (J.M. Keynes).

Retour (à minima) aux "trente glorieuses" d'après guerre ? Qui peut sérieusement faire semblant d'y croire ?

La globalisation a fait exploser les structures productives fordistes-keynésiennes à tendances nationaloïdes. Pour l'hexagone les prévisions les plus optimistes tournant autour de 1% de croissance. Elargissons rapidement le cadre de l'analyse, brèves incursions en Espagne où le chômage officiel est de 25 % de la population active, de près de 50% pour les jeunes, et en Grèce moins peuplée, il est vrai, prolifèrent et la misère et la prostitution et le nombre de suicides.

Quel taux de croissance en Espagne, en

Grèce,... pour donner un emploi, un salaire correct à tous les chômeurs ?! Inutile de sortir la calculette, seul un économiste malade ou un fou dangereux peuvent croire en ces balivernes.

Pendant que l'on gouverne et nous berne, la machine tourne encore et plus vite : les entreprises sont condamnées à faire des gains de productivité. La population active inoccupée augmente, la masse salariale réellement distribuée diminue... Stop ! On arrête tout, on réfléchit, sinon... ça va très mal finir !

De l'inutilité de fouetter un cheval mort

La croissance "à l'ancienne", le plein emploi du fordisme c'est fini (André Gorz). Le marché automobile s'effondre, la surproduction est généralisée. Le salariat occidental est déstructuré par la concurrence de centaines de millions de travailleurs chinois, indiens, sans compter ceux de l'Europe de l'Est qui sont en voie d'intégration au marché du travail européen.

Il nous faut prendre conscience de l'inutilité de fouetter un cheval mort. Les dévots de l'économie doivent se convertir au réalisme, il ne sert à rien de regarder dans le rétroviseur pour aller de l'avant.

Avoir un gros Pib, ne donne guère sens à la vie. Une abondante littérature est disponible sur la critique de la croissance, qui dans ses productions les meilleures plaide pour un enrichissement de la vie¹, argumente sur une ligne qualitative, philosophique, trace le chemin d'un art de vivre renouant avec les préceptes d'antiques sagesses. Socrate sur l'Agora : « *que de choses dont je n'ai pas besoin !* ».

En l'espace restreint de cet énervant papier, je focalise ma critique sur un élément fondamental de l'idéologie capitaliste : l'idéologie du travail. Idéologie dont la nocivité mentale, trop souvent, a contaminé le discours et les pratiques d'une certaine gauche syndicale et politique². Sur *France inter*, récemment, on a pu entendre un syndicaliste représentatif, déplorer la mauvaise stratégie de PSA, sa mauvaise insertion sur le marché mondial, le retard quand à l'innovation sur les moteurs hybrides,... Confiez-lui les clefs de l'entreprise il fera mieux que le patronat pour garantir l'emploi ! Triste époque... L'idéologie du travail fait encore des ravages ; hors l'usine point de salut.

Ainsi de l'autogestion théorique qui accepte ou subit les contraintes du marché mondialisé, à terme n'a le choix qu'entre faillite ou intégration-récupération... Une authentique autogestion généralisée ne peut se faire

qu'en se dotant d'instruments comptables radicalement contradictoires, différents de ceux qui valorisent la production avec les critères de profitabilité du capitalisme. Les véritables richesses s'opposent politiquement, philosophiquement et même ontologiquement avec la théorie de la valeur³. Tant de la valeur travail au sens moral (qui fonde la dénonciation des chômeurs profiteurs et des assistés paresseux), que de la valeur travail au sens économique (qui exige la confiscation des gains de productivité et les délocalisations pour réduire la masse salariale du "travail vivant").

Seule la réduction féroce du temps de travail (Serge Latouche) peut nous indiquer une voie positive de sortie de crise. La réduction des effectifs de "l'armée industrielle de réserve", la décroissance du nombre de chômeurs est la seule façon d'augmenter notre pouvoir de négociation avec le patronat, ardent prosélyte de la "valeur travail". Les embauches correspondantes, l'augmentation du volume et valeur des salaires, de facto, conduit à une répartition de la valeur ajoutée plus favorable au travail. Un cauchemar pour le Médef !

La réduction du temps de travail est une tendance séculaire (on travaille deux fois moins qu'il y a un siècle, et pour une production en quantité bien supérieure), c'est incontestable, mais dirons les optimistes productivistes le niveau de vie, la consommation individuelle (le "pouvoir d'achat"), le confort,... se sont largement améliorés. Peut-être, mais "les dégâts du progrès", commencent à se faire sentir largement, durement, sur cette lancée à moyen terme le bilan ne sera pas globalement positif... Cet article ne traite pas des questions écologiques, courte interjection politique lapidaire (je n'y résiste pas !); c'est bien « *la montée des eaux glacées du calcul égoïste* » (le Manifeste), qui, inexorablement, provoque le réchauffement climatique...

La mondialisation de la production (délocalisations) n'est qu'en partie responsable de la croissance du chômage⁴. La confiscation des gains de productivité par et pour les dividendes des actionnaires est bien plus importante pour expliquer la croissance du chômage. Depuis 1974, le volume total de production a presque doublé, mais le nombre total des heures travaillées est passé de 41 milliards d'heures à 36, 9 milliards (Insee). Hors dans le même temps la population active disponible augmentait de 22,3 à 29,4 millions. Rappelons que la population totale a dépassé les 65 millions en 2011. La population active (qui inclut les actifs

"inoccupés", i.e. chômeurs) représente environ 40 % de la population résidant en France... Eh oui, il faut (dé)compter 16 millions de retraités, les étudiants, les écoliers, les rentiers, et les femmes au foyer, les hommes au foyer, c'est plus rare ...

Nonobstant l'appréciation de la population dite "active"; du fait des gains de productivité, l'économie a besoin de 10% de travail en moins de puis 1974, mais, dans le même temps le nombre de personne disponible s'est accru de 23%. Un écart de 33 % s'est donc creusé entre l'offre et la demande de travail.

Sur la base officielle des 35 h hebdomadaire, il faudrait réduire la durée du travail d'un tiers : vers la semaine de 25 h environ ... Comme mesure transitoire, les 32 h hebdomadaires, revendication d'AC !, de Solidaires, des Alternatifs et de la mouvance anarcho-syndicaliste va dans le bon sens, celui qui mène à une réévaluation de la valeur travail elle-même.

La loi d'Okun. Croissance et emploi.

L'essentiel des arguments qui précèdent ont été résumés, mathématisés par Arthur Okun (économiste américain).

Si l'on suppose que les gains de productivité sont de 2% par an, et que la population active augmente de 1%, la production doit croître de $2\% + 1\% = 3\%$ pour maintenir stable le taux d'emploi, ou lecture inversée, le taux de chômage. Il est également concevable (hors période de pénuries) de diminuer le temps de travail de 3%. Les apologistes du marché promoteurs séduisants de la croissance, c'est-à-dire de la reproduction élargie du capital, nous disent, et nous "prouvent" que ce n'est pas réaliste. Reste à se soumettre à la (leur) réalité.

De fait - ce que ne dit pas Okun - ce qui doit croître, ce n'est pas tant la production que ce que mesure le Pib, via le déterminant de la population active occupée et rémunérée, c'est-à-dire le nombre d'emplois disponibles accessibles qui (par hypothèse) doit augmenter de 3%. Quitte à créer des emplois non productifs et inutiles (sauf au camouflage, à la consolidation de l'idéologie du travail...), une observation simple permet de dénombrer nombre d'emplois dont « l'utilité » et de gérer la misère et de perfectionner le contrôle social.

Il faut compter avec le clientélisme (de droite comme de gauche) développé par les évergètes qui doivent mériter la reconnaissance de leurs affidés. Les bureaucraties régionales, départementales, municipales ont des effectifs croissants dont les occupations ne sont pas toujours immédiatement

utiles... Fichtre ! Suis-je en train de dénigrer le service public ?! Que nenni : posons-nous la question de savoir quels sont les services qui sont réellement utiles au public ?⁵.

La création d'emplois pour occuper la population, surveiller les "improductifs" misérables, le clientélisme politique pur et simple, ça existe et ça se voit chaque jour.

Le transfert des bureaucraties parasites dans des emplois, pour des productions réellement utiles : dans les hôpitaux, l'enseignement, dans la construction de logements réellement sociaux, énergétiquement économes, pour la promotion des transports collectifs, vers une agriculture moins intensive, plus locale et plus saine,... le transfert du "travail fantôme" (Ivan Illich), vers une production authentiquement socialisée, également répartie, tant au niveau de l'effort productif, que de l'accès à une consommation écologiquement responsable, ce transfert (déversement) de la force de travail (intellectuel et manuel, s'entend), permettrait de réduire encore le temps de travail individuel nécessaire⁶. Ce qui nous laisserait le temps de cultiver notre écologie mentale en prenant connaissance des visions prospectives, des utopies heuristiques du collectif Adret, récemment actualisé par Bizi, le Manifeste Utopia (avec une excitante postface d'André Gorz) mérite également que vous vous accordiez quelques loisirs actifs et studieux pour en prendre connaissance, ...si ce n'est déjà fait⁷.

La force de travail superflue. Il faut tuer un tiers des Portugais...

Nous sommes à un tournant de civilisation⁸, les NBIC, i.e. les nanotechnologies, les biotechnologies, technologies de l'information, et les sciences cognitives, préparent d'immenses mutations, des gains de productivité faramineux. Cette combinatoire laissée aux mains des démiurges du capital pourraient rendre l'homme producteur superflu. Le calcul cybernétique ne connaît pas les sentiments. L'émergence d'un néodarwinisme décomplexé produit déjà des effets observables par les esprits sensibles... Lire, par exemple : *Il faut tuer un tiers des Portugais* par José Vitor Malheiros dans un numéro de septembre 2012 de *Courrier international*. Le tiers à trucidier ? Les improductifs qui ont l'impudence de vouloir survivre en consommant trop... Pour connaître les fonctions assignées aux deux autres tiers, il vous faut lire l'article, subtilement féroce, qui donne à cogiter à partir d'une démonstration alarmante, par l'excès qui, pourtant, sonne juste.

Les changements dans le système sont de véritables dystopies (utopies négatives), il est urgent de (re)mettre l'imagination au pouvoir pour changer de système.

Qui dessine en creux, in fine, les traces d'une sortie possible et nécessaire de la crise, une analyse tirée d'un livre⁹ de Geneviève Féron et Jean-Didier Vincent :

«L'homme a inventé une logique de valorisation qui porte elle la contradiction interne et fondamentale qui ne peut être résolue. D'un côté, il faut qu'il ait toujours plus de force de travail dépensée dans la production de marchandises afin de garantir la valorisation du capital. De l'autre la concurrence omniprésente oblige à augmenter en permanence les gains de productivité, c'est-à-dire à réduire le temps de travail nécessaire, jusqu'à rendre la force de travail « superflue [...]. Cette accélération pouvait dans les années 70 être gérée par une accélération du rythme de la croissance...»

La croissance ne sera plus au rendez-vous, ce pourrait-être une bonne nouvelle.

La production économe en temps, énergie, matières premières de **valeurs d'usage durable** peut nous permettre d'alléger le poids de nos déchets, en diminuant la taille de nos poubelles nous pouvons augmenter notre pouvoir de vivre, en produisant juste nous pouvons travailler beaucoup moins. Un gros PIB (2 000 milliards), c'est en comptant bien l'évidence qu'il y en a largement assez pour tout le monde, reste la question de la répartition, qui appelle une rupture avec le mimétisme des consommations ostentatoires, à la dictature sournoise de "la persuasion clandestine", il nous faut opposer la question déjà formulée par André Gorz, celle de la valeur d'usage de la vie elle-même : *« qu'est-ce que je veux faire de (dans) mon éphémère passage sur terre ? »* Rien n'est inscrit dans l'air, nous avons quelques besoins très matériels à satisfaire, c'est vrai, pourtant l'homme ne vit pas que de pain, même s'il faut du pain et quelques autres commodités simplifiées.

Simplifiez ! Simplifiez ! s'exclamait un homme des bois, Henri-David Thoreau¹⁰, qui travaillait quelques heures par mois, et gagnait ainsi le loisir de cultiver les raisons de vivre plus intensément. *« Je ne pense pas qu'il soit utile de gagner son pain à la sueur de son front, à moins que l'on ne transpire plus facilement que moi »*

1 – Dans l'abondante production des auteurs décroissants, (sélection arbitraire, subjective) : « Le pari de la décroissance », Serge Latouche, éd. Fayard (2006) ; « Adieu à la croissance » Jean Gadrey, éd. Les petits matins (Alter éco) (2011) ; « Le socialisme gourmand », Paul Ariès, éd. La découverte (2012). Le journal « De la joie de vivre. La décroissance » et bien des choses sur le fascinant futoir internet...

2 – « Il faut faire perdurer la nécessité du travail, pour justifier les fonctions des défenseurs des travailleurs. » Guy Debord.

3 – Pour une critique radicale du travail et de la valeur, une somme : « Temps, travail et domination sociale », éd. Mille et une nuits (2011). Articles, infos, débats sur Internet : [critique radicale de la valeur.] Un « club de lecture » se réunit périodiquement en région parisienne.

4 – Les lignes qui suivent sont tirées de « Pour éviter le krach ultime », Pierre Larrourou. Nova éditions (2011). J'ai actualisé quelques chiffres (p. 190, square).

5 – Un témoignage de terrain : « Absolument dé-bordée !, Zoé Shepard, éd. A ; Michel (2010). « Je suis officiellement prête à faire semblant de travailler » (4 de couv').

6 – Une diminution de la productivité est souhaitable dans certains secteurs : une infirmière qui s'occupe de 20 malades au lieu de 30 est moins productive mais plus attentive. Même calcul pour un enseignant dans une classe de seulement 20 élèves au lieu de 40, etc.

7 – Adret chez « Points », éd. du Seuil (1977) ; Bizi chez Asphodèle (2011) ; Le manifeste Utopia, éd. Utopia (2012).

8 – « La civilisation au carrefour ». Radovan Richta, éd. du seuil (1974). Toujours actuel sur le fond.

9 – « Bienvenue en transhumanie », Geneviève Féron, Jean-Didier Vincent, éd. Grasset (2012).

10 – « Walden ou la vie dans les bois », Henri-David Thoreau, multiples éditions, dont « L'imaginaire » chez Gallimard (1922 pour la trad. française).

*Madame, monsieur,
pour fêter les 10 ans
de la mort de Bo Ne Win,
faites vous offrir et offrez ...*

La Carte d'adhérent 2013 des Alternatifs



*Elle fera la joie
de votre foyer et
vous valorisera en
société.*

*Bo Ne Win, après avoir renversé le premier chef d'état démocratiquement élu en Birmanie est resté l'homme fort du régime birman de 1962 à 88. Il est décédé le 5 décembre 2002.

Alain VÉRONÈSE

P. 11 n°353

ROUGE & VERT

05/

ALTERMINO#1

Le but, l'utilité d'Altermino est de faire en sorte que l'importante minorité des Alternatifs qui s'est manifestée au congrès contre l'entrée immédiate et inconditionnelle au FdG puisse continuer de s'interroger sur les risques et mutations idéologiques et politiques que l'adhésion au FdG peut entraîner et s'y opposer. Il s'agit de faire entendre les différences et d'avoir une capacité d'influer sur les décisions concrètes... L'antiproductivisme, la décroissance sélective, la lutte contre le nucléaire, l'incontournable réduction du temps de travail, un rapport beaucoup moins professionnel à la politique, une approche moins autoritaire et violente du militantisme, les pratiques alternatives... toutes orientations qui ne sont pas immédiatement lisibles dans les pratiques du FdG réellement existant.

Le MOC parle de notre congrès

Les objecteurs de croissance regrettent que l'essentiel des débats aient été consacrés à une adhésion au FdG. Cependant nous avons noté les thèses intéressantes développées par la motion 3, souvent proches des nôtres.

On peut néanmoins se demander si les partisans de l'adhésion n'ont pas dès le départ mal posé la problématique. Certes ils parlent d'écologie, certes ils sont pour l'autogestion, certes, et c'est tout à leur honneur, ils sont antinucléaires, mais croient-ils vraiment qu'ils vont pouvoir impulser un front antiproductiviste, antinucléaire en rejoignant le FdG largement dominé par le PCF ?

Il n'est pas inutile de rappeler nos divergences fondamentales avec le PCF :

Elles sont au nombre de trois, essentiellement :

[...] Le PCF et toute cette partie de la gauche non autogestionnaire a toujours surévalué la prise du pouvoir de l'Etat et s'est toujours opposée à l'Autogestion. Rendons hommage aux Alternatifs qui défendent une autre vision, moins centrée sur l'Etat, du socialisme. Les OC se rangent sans hésitation dans la tradition « antiétatiste » de la gauche, comme les Alternatifs... [...]

Le PCF est encore prisonnier de la vision juridique du capitalisme. Pour lui, il n'existe que deux entités, le Capital et le Travail, et leur relation est réversible, l'un donne l'autre et vice-versa. Il n'existe pas de réflexion approfondies sur la disparition des ressources naturelles non renouvelables en amont de ce cycle de production ni sur l'explosion du nombre et de la variété de déchets en aval, bref sur un mouvement irréversible de disparition de ressources rares... Le PCF croit encore que les innovations techniques vont nous sauver. [...]

Cette vision a intégré le système représentatif et spectaculaire électoral. Elle espère toujours qu'un Front de Gauche pourra obtenir la majorité dans les urnes et ensuite impulser des réformes. On fétichise la prise du pouvoir étatique comme préalable au changement de société alors que ça devrait être l'inverse.

La stratégie du MOC du basculement par des minorités en convergence avec des mouvements sociaux pour influencer des majorités est beaucoup plus réaliste et cohérente avec l'objectif de recréer des conditions pour refaire une société que la vision archaïque défendue par le FdG...

Le MOC regrette l'adhésion des Alternatifs au FdG, mais il doit continuer le dialogue entamé avec celui-ci, en particulier en s'appuyant sur les membres des Alternatifs qui ont soutenu la motion 3.



18 BONNES RAISONS DE CONSTRUIRE L'AÉROPORT DE NOTRE-DAME DES LANDES

01. Pour que Ayraut laisse son nom à quelque chose (Parce que ce n'est pas pour ses réformes sociales qu'il entrera dans l'Histoire !)
02. Parce que, dans le genre « grand projet historique », ça passait mieux que le canal Nantes/Mulhouse, le tunnel Saint-Nazaire/New-York, le barrage géant de Guérande ou la Pyramide de Guéméné.
03. Pour rigoler un coup
04. Parce que, justement, on a plein de pognon dont on ne sait que faire
05. Pour pourrir la vie des paysans du coin
06. Parce que des pistes d'atterrissage en béton, c'est bien plus propre que des champs
07. Pour faire Paris-Nantes en à peine plus de temps qu'en TGV
08. Pour que le Concorde puisse se poser à Nantes
09. Parce que, quand le pétrole sera trop cher, les Paris-Los Angeles n'auront plus les moyens d'aller plus loin
10. Parce que nos riches le valent bien
11. Pour inonder par avion les plages paradisiaques du monde de tracts qui vantent le sérieux et la compétence de l'industrie française
12. Parce que, lorsqu'il n'y aura plus de pétrole, nous pourrions y organiser les championnats mondiaux géants de skate-board (qui attireront des touristes du monde entier)
13. Parce que Nantes a vocation à remplacer Paris comme capitale de la France (Pour commencer)
14. Parce que tous les aéroports Français ne peuvent être concentrés à Tulle
15. Pour que les vaches puissent atterrir
16. Parce que ça permet de préparer discrètement la prochaine invasion aéroportée du Royaume-Uni et de la péninsule ibérique
17. Pour manger des haricots verts bio d'Afrique du Sud à Noël
18. Pour faire plaisir au PCF



TIENS ! T'EN VEUX DU DIALOGUE SOCIAL ET DE LA CONCERTATION ?!

Alternative Libertaire aussi

Le congrès des Alternatifs a acté l'adhésion au Front de gauche. Pour la minorité qui s'y est opposée, ce choix marque un grave recul sur le projet initial des Alternatifs. [...]

Les uns négocient – sans succès pour l'instant – avec plusieurs petits partis parfois issus du trotskisme (GU, GA, C&A, FASE) la formation d'un pôle rouge et vert au sein du FdG. Les autres ont davantage d'affinités avec les Décroissants (MOC, PPLD) ou le mouvement libertaire, notamment l'ex-Scalp et AL qui, au congrès, a renouvelé sa proposition de former un Front anticapitaliste extra-institutionnel. [...]

A présent, quel avenir pour les Alternatifs ? L'entrée au FdG risque de les condamner à jouer le rôle de supplément d'âme rouge et vert du réformisme d'Etat. [...]

Ce n'est cependant pas une liquidation idéologique qui menace le plus, mais un accaparement par les interminables négociations d'appareil dans lesquelles le PCF excelle. Les Alternatifs peuvent rapidement se retrouver à dépenser 80 % de leur énergie pour obtenir un strapontin ici ou là, ou faire bouger l'édifice FdG de quelques millimètres. L'enjeu en vaut-il la chandelle ?

A BAS LA HOTTE DU PÈRE NOËL !

C'est bientôt Noël. Les encarts publicitaires des journaux, les panneaux 4X3 m le long des routes, les "illuminations" des boutiques : partout la sommation de participer à l'évènement se fait de plus en plus présentes. Or, à regarder de près, Noël n'a pas beaucoup de raison de nous plaire. On pourrait même en parler comme d'une saloperie politique.

Mettons de côté l'impératif de la réunion familiale (et l'éloge de cette dernière, dont on est autorisé à débattre) et ce qu'il fait subir aux isolés, exilés... Les urgences psy font le plein à l'approche de Noël ; Mettons de côté la "trêve des confiseurs" (qui tend à prouver aux poujadistes que les enjeux politiques ne sont que des activités professionnelles dont on peut se mettre en vacances).

Allons au cœur de Noël, à l'impératif de la consommation. Car Noël, c'est avant tout une sommation à dépenser. L'année dernière, les Français auraient déboursés en moyenne 538 euros par personne pour cette fête¹. Il convient, il est impératif, il est obligatoire de partager une orgie plus ou moins gastronomique en famille, quelque soit les rapports qu'on entretient avec tonton Jacques ou la femme du lointain cousin corse. Noël est une catastrophe pour la santé avec ses profusions de produits trop gras et trop sucrés servis en surdose. Excès, gâchis, sans compter la production de foie gras – dont on sait ce qu'il coute à l'animal martyrisé- et la destruction massive de sapins uniquement destinés à accueillir les cadeaux le soir du 24.

Que dire aussi de l'obligation de faire un cadeau à Noël, ce qui est en soi un contre-sens (un cadeau obligatoire, cela s'appelle un impôt, une taxe ou un pot de vin mais pas une "preuve d'amour spontanée"). Le cadeau de Noël c'est de l'amour converti en marchandise. Cette frénésie de consommation annuelle cause de l'endettement et des ravages pour notre environnement.

Le philosophe Jean-Jacques Delfour² souligne la perversion du mensonge du Père Noël : « *Jouir, dans les yeux des enfants trompés, de cet émerveillement, qui n'est dû qu'à une manipulation, rassure les parents souvent harassés par le sérieux de leur rôle.* » Car au centre de Noël, il y a le Père Noël, qui fut une image de propagande militaire (durant la guerre de sécession, sous la plume de Thomas Nast) et publicitaire. C'est la compagnie Coca-Cola qui codifia son look aux couleurs de la boisson gazeuse en 1930.

La lettre au Père Noël, c'est à dire la transformation des enfants en agent commercial des produits de consommation, est une abomination : l'enfant est éduqué à évaluer les relations humaines selon le code exclusif de l'intérêt égoïste et d'une traduction en biens matériels.

Enfin, pour Delfour², « *La fable des lutins, qui travaillent par plaisir dans son usine à cadeaux, sans salaire ni charges sociales, exprime le rêve secret de tout capitaliste.* »

Nous pourrions reprendre la conclusion de l'appel au boycott de Noël de Xmas-resistance³ : « *Ensemble, nous boycottons la magasinage du temps des Fêtes, les décorations et cartes de Noël, ainsi que toute cette folie qui entoure la fête de Noël. Nous refusons de donner notre appui à l'industrie des Fêtes. Nous démontrons à nos parents et amis que nous les aimons en leur donnant de notre temps et de notre affection plutôt qu'en leur achetant des biens de consommation. Ainsi, nous conservons l'intégrité du don en donnant seulement de manière spontanée et avec notre cœur, plutôt que durant une période spécifique de l'année.* »

Imaginer des cadeaux qui ne soient pas des dépenses déllirantes⁴, un repas qui ne soit pas imposé par des liens de sang mais la libre association, avec sur la table, des mets qui ne fasse pas forcément péter la machine à cholestérol.

Si on ne vous a pas convaincu pour les cadeaux, peut-être que l'article de P.Jouvret ci-contre vous fera au moins réfléchir avant d'acheter le GI-Joe spécial Tempête du désert et la Barbie Mère au foyer.

Et bonnes fêtes !



Colloghan

Le sexisme en cadeau

Besoin de relâcher la bride, d'arrêter de compter une fois l'an après des mois d'effort (le mois de janvier est celui où il y a le plus d'impayés de loyer), d'alléger les nuits d'hiver par un peu de lumière dans les rues, de se réchauffer le cœur en espérant à l'an nouveau, de faire la paix avec les siens, parfois de lever les yeux au ciel... Les fêtes de fin d'année se maintiennent avec force malgré la sécularisation de nos sociétés : elles rencontrent des besoins et des désirs encore profonds. Les marchands de tout poil, de high-tech dernier cri comme de sous-produits de gavage d'oie, en attendent un miracle bien concret : la multiplication de leurs profits. Les marchands de jouets (ceux pour les enfants) sont évidemment en première ligne.

« *A Noël offrons leur plus qu'un jouet* » clame ainsi le site internet d'une enseigne fameuse¹. Ce supplément d'âme semble bien être le sexisme ordinaire, exprimé avec une candeur effrayante. Juste en dessous de cette maxime, on trouve : « *En reine, princesse ou danseuse : laissons les inventer leur monde.* » Un monde bien balisé ! On découvre alors que c'est la rubrique « *déguisement fille* » qui est mise en avant sur la page d'accueil. Cliquons : il y a pas mal de déguisements pour les filles, mais sorti des diverses princesses et robes de mariées, pas grand chose (infirmière, souris, cocinelle). Pas de déguisement de sorcière... Ni d'ailleurs de dragon ou de chirurgien. Ça c'est côté garçons : un nombre de déguisements moins important mais plus varié (pompiers, pirates, arlequin, tigre etc). Apparemment le sexisme fait vendre aussi pour les enfants. Il suffit de regarder les pages « *jeux d'imitation* » ou « *déguisements* »... (Mais les jeux « *éducatifs* » ne sont pas à l'abri non plus). Madame fait le ménage, pendant que Monsieur est à son établi (ou fait ses expériences de petit chimiste/prend d'assaut un château hanté/pratique des opérations chirurgicales sophistiquées). Madame fait la cuisine accroupie et l'air morose, Monsieur gère le barbecue en discutant de stratégie électorale avec ses potes hors champ...

Une division sexuée qu'on retrouve souvent dans les magasins de jouets de nos villes, avec leurs rayons roses ou bleus. Il y a quelques années les Alternatifs participaient joyeusement aux campagnes annuelles contre les jouets sexistes avec Mix-Cité, les Panthères roses, le collectif contre le publi-sexisme et des camarades libertaires. Actions dans les magasins (intervenir des jouets des rayons garçons et filles, glisser des petits mots anti-sexistes dans les emballages...), tractages devant les magasins (et même contre-catalogue), chorales de Noël subversives... Un bouquin est sorti, qui a visiblement peu vieilli². La campagne s'est essouffée depuis. À nous de convaincre de reprendre des actions toujours actuelles? ■

Pascal Jouvret



1. Chiffre de Deloitte France

2. « Pourquoi je hais le père Noël », JEAN-JACQUES DELFOUR, Libération le 22/12/09

3. <http://www.xmasresistance.org/>

4. Par exemple avec des cadeaux qui ne coutent rien : <http://www.buynothingchristmas.org/catalogue/index.html>

1. (www.eveiletjeux.com)

2. (Contre les jouets sexistes, 2007, éditions l'échappée, 128 p. 12€)

Jouets Toxiques

Les jouets, sexistes ou non, peuvent aussi être toxiques à cause de la présence de différents composés (même en très petites quantités) qui sont libérés dans l'air, ou par la salive, ou au contact de la peau.

Il n'y a pas d'obligation d'étiquetage de la composition des jouets, par contre il y a beaucoup d'hypocrisie dans les différentes réglementations.

Voici quelques exemples :

Le bisphénol A, rentrant dans la fabrication des plastiques de type polycarbonates très largement utilisés dans des récipients pour liquides et aliments, dont les biberons et aussi dans les jouets.

Certes le bisphénol sera interdit dans les contenants alimentaires (à partir de 2015 !), interdit dans les biberons, et dans les contenants alimentaires destinés à des enfants de moins de 3 ans (à partir de 2013) mais il n'est pas réglementé pour les jouets, dont chacun sait que les jeunes enfants ne les portent pas à la bouche !!! L'Autorité européenne de sécurité alimentaire juge d'ailleurs que les mises en garde contre cette molécule ne se justifient pas pour l'heure, tandis que certaines personnes pensent que ces perturbateurs endocriniens sont potentiellement responsables de la précocité de l'apparition de la puberté.

Les phtalates, plastifiants très utilisés et très nombreux que l'on retrouve dans les jouets, les colles, les

produits cosmétiques (des panoplies de princesse donc) ont en Europe une utilisation réglementée en raison de leur effet reprotoxique, mais l'importation de ces objets est sans système de contrôle « suffisant ». C'est un euphémisme.

Donc, comme le plastique ce n'est pas fantastique, tournons-nous vers les objets en bois (label FSC, au minimum, et non traités) en évitant les jouets aux parties collées ou en contreplaqué dont la colle dégage du formaldéhyde, (cancérigène et génotoxique), un des polluants les plus répandus de l'air des habitations.

Les objets en bois sont souvent peints et les peintures contiennent trop souvent des métaux lourds, dangereux, que les enfants absorbent beaucoup plus facilement que les adultes par ingestion, inhalation ou contact. Le plomb, par exemple, est neurotoxique.

Passons aux « doudous » et autres jouets en peluche, bourrés de mousses synthétiques ou de billes (attention à la robustesse des coutures !) et très souvent rendus « plus sûres » par

l'adjonction de modérateurs de flamme bromés. Ces produits réduisent le risque que le produit ne s'enflamme mais, car il y a un grand mais, tout en ralentissant la combustion ils dégagent des gaz toxiques (monoxyde de carbone et cyanure d'hydrogène) qui sont la première cause de décès lors d'un incendie.

En plus, la majorité des jouets est maintenant fabriquée en Chine pour des salaires misérables, dans des conditions dangereuses et indignes.

Devons-nous insister sur l'aberration écologique qu'il y a à faire venir ces jouets de si loin ?

Nous pourrions allonger la liste de ces dangers et turpitudes, cependant il ne faut pas oublier le plus important.

À quoi servent les jouets ? À quoi sert le jeu ?

Pour les nourrissons, en ont-ils besoin ? Dès qu'ils et elles marchent à 4 pattes, ce qui les intéresse ce sont les objets que manipulent les personnes qui les entourent. « De la même manière qu'une création artistique ou une improvisation ne se laisse pas planifier

d'avance, on ne peut pas prévoir le déroulement du jeu libre. Je peux mettre à disposition un certain type de matériel, mais pas ce que les enfants vont en faire. Ouverture, confiance et empathie sont essentiels pour accompagner ce type de jeu 1». Il faut être sans cesse présent.e et prêt.e à intervenir si le jeu

devient dangereux et c'est là que le bât blesse, il faut du temps !

Plus âgé.e.s, les enfants (toujours d'après Piaget, Steiner, Montessori, Decroly, Dolto ...) ont besoin d'espace, d'objets diversifiés et peu fixés « qui suggèrent d'avantage qu'ils ne représentent 1 » et qu'ils peuvent investir à leur guise. « L'ennemi de notre culture, c'est la passivité 2 » et le jeu libre favorise l'esprit d'initiative, indispensable.

Cela en supprime, des « jouets » !

Voilà donc les meilleurs cadeaux : penser à réclamer une diminution sélective de la fabrication des jouets inutiles et obtenir une diminution drastique du temps de travail afin de pouvoir, entre autre, offrir votre présence aux enfants qui vous entourent. Joyeux Noël ! ■

Anne TEURTROY

1. Philipp Reubke, Board of trustees International Association for Steiner-Waldorf Early Childhood Education. Conférence Strasbourg, 2009

2. Dolto-Tolisch, « Provoquer à jouer », dans « Imaginaires de jeux » 2000



R&V a parlé à plusieurs reprises du restaurant Alternatif, Associatif et autogéré parisien auquel participaient les Alternatifs jusqu'à sa fermeture cet été. Si le restaurant a fermé le projet demeure.

Durant des mois, l'équipe de la Rôtisserie a travaillé à une hypothèse de migration du restaurant. Depuis, le lieu a été trouvé (à 50 mètres des anciens locaux). Il s'agit d'un bâtiment construit par la structure d'économie mixte de la ville de Paris qui assure la construction des logements sociaux. Les négociations ont commencé et sont positives, le projet étant viable et soutenu localement, y compris par la mairie locale qui a un poids déterminant

dans les attributions de ces locaux. Des contacts ont aussi été pris avec les services de la ville en vue de subvention d'installation. Les lieux seraient deux fois plus grands et permettraient donc plus de choses.

L'ancienne équipe d'animation de la Rôtisserie ne conduira pas ce projet, en particulier pour des questions de rotations des tâches. L'enjeu aujourd'hui est que des associations, syndicats et organisations politiques s'impliquent pour faire vivre ce projet et en garantir sa dimension alternative. Une réunion de fondation de cette nouvelle Rôtisserie se déroulera le 12 Janvier 2012. Il est nécessaire que les Alternatifs parisiens s'y impliquent.

ALTERMINO#1. Rédigé collectivement par Mathieu Colloghan, Henri Féral, Marie-Christine Gamberini, Michèle Lemaitre, Pascal Jouvret, Alain Marcu, Claude Rossignol, Anne Teurtroy et Alain Véronèse

Altermino est une liste électronique ouverte

LE FSD 2012, RACONTÉ AUX ABSENT-E-S

Plus qu'un week-end, pour un « autre monde », dans les Alpes-Maritimes.

En octobre 2012 s'est tenu le dixième forum social du département des Alpes-Maritimes. Comme toujours depuis dix ans les Alternatifs soutenaient ce forum social en tant que mouvement politique et certain-e-s de ses adhérent-e-s y ont joué un rôle majeur tant dans sa préparation que dans son déroulement.

Le thème général en était « *un autre monde est possible, ici aussi* ».

Les divers collectifs ou associations impliquées pour le 06 dans cette transformation étaient conviés à organiser ateliers, expositions, films ou conférences afin de susciter le débat le plus large possible avec les participant-e-s*.

Education, justice et égalités des droits, immigrations, aménagement du territoire, dettes publiques et crise financière furent au cœur de ce forum.

Plusieurs lieux d'animation avaient été choisis afin de tenter de toucher l'ensemble du département.

Le forum commença au Festival du livre de Mouans-Sartoux, le samedi 6 octobre, par la présentation de quelques œuvres de l'écrivain Jean-Michel Sananès, dont :

- son livre « *Au pays des Wakikinou* » qui explicite aux enfants le bien vivre ensemble quelles que soient leurs origines et la différence de leurs cultures

- des poésies qui traitent du même sujet.

L'écoute de certains extraits bien choisis, fut un régal d'harmonie poétique et même d'exaltation où le réalisme le plus cruel réussit, extraordinairement, à faire naître en nous, l'espoir le plus fou en un monde meilleur.

Le FSD ouvrit ensuite la réflexion sur l'école que nous voulons, à Cannes, à la MJC Picaud, le jeudi 10 octobre 2012, par la projection d'un film « *Un parmi d'autres* », produit par l'AREN (association des rééducateurs et rééducatrices de l'Education Nationale) et le RASSED (Réseau aides spécialisées pour enfants en difficulté) qui mettait en évidence la spécificité et l'utilité du travail des rééducateurs et rééducatrices au sein des écoles primaires. Film très explicite qui donna lieu à un débat très riche qui fit apparaître combien l'école publique, par un pas en avant, suivi d'un pas en arrière, reste très en deçà de ses promesses : la réussite de toutes et tous.

Le vendredi 12 et le samedi 13 octobre c'était au Cal de Bon Voyage, au cœur d'un quartier populaire de Nice que le Forum social se poursuivait.

Son ouverture le vendredi soir se fit au

cours d'un apéritif festif offert par le FSD. Puis, l'association « *Démocratie Veille Citoyenne* » (DVC) proposa une initiation libre aux danses tunisiennes pendant le repas « *culturel* » qui suivit : un véritable repas populaire tunisien, le « *Lablabi* », riche soupe à base de pois chiches.

Après cette mise en bouche iconoclaste sur l'altermondialisme à promouvoir, la réflexion reprit ses droits avec une conférence tripartite organisée par la LDH, avec le Syndicat des Avocats de France (SAF) et l'observatoire des comparaisons immédiates : « *Violences institutionnelles, le cas des comparaisons immédiates* ». Un bémol pour cette soirée prévue en ouverture du forum pour lancer sa problématique d'un autre monde nécessaire et possible, ici et ailleurs, l'absence d'un éclairage sociologique, Laurent Mucchielli pressenti ayant été empêché.

Le samedi matin une pièce de théâtre en langue niçoise « *Li rementi dou nucleari* » reliait de manière originale et humoristique le local au global puisque son thème mettait en exergue les dangers auxquels le nucléaire et les OGM soumettent, non seulement les habitants des Alpes-Maritimes mais la terre entière.

Elle introduisait ainsi les débats qui traversèrent la matinée : l'alternative urbanistique, un autre aménagement du territoire et une exploitation réfléchie des terres fertiles. Les collectifs « *Non ! à l'OIN* (Opération d'Intérêt National) dans la plaine du Var », « *non au gaz de schistes* », le Centre Culturel des Roms Tchatchipen, l'association « *Les Perdigones* » et celle pour un autre intercommunalité Siagne et Roya, partagèrent leurs réflexions et leurs combats dans divers ateliers où les actions à mener pour une transformation démocratique, écologique et sociale, le disputaient à la conception et l'élaboration collective de projets alternatifs.

Comme ce 13 octobre le RSDN appelait à manifester contre le nucléaire dans toute la France et que Greenpeace participait à cette matinée, un rassemblement s'organisa avec, entre autres, les présent-e-s à ce forum, dans l'intervalle entre deux ateliers, sur le Pont Coty, très proche. Les participant-e-s affichaient publiquement leur opposition au nucléaire civil et militaire et exigeaient de stopper au plus vite toutes les centrales pour se lancer, sans attendre, dans la reconversion énergétique.

A midi, un repas partagé, pris à l'extérieur, sur le parvis, composé de légumes bio, récoltés par les militante-s de « *terra segurana* », sur des terrains (retournés à la friche car voués à l'expropriation situés qu'ils sont dans le périmètre de l'OIN,) réoccupés par eux/elles, rassembla les intervenant-e-s/ débatteurs/trices et celles et ceux dont la fonction était de tenir le stand d'informations de leur association ou syndicat. L'occasion pour tou-te-s et tous d'échanger de manière informelle et conviviale mais non moins argumentée sur les sujets multiples de ce forum, dédié aux luttes locales pour l'avènement d'un autre monde possible.

Dans l'après-midi de ce samedi se déroulèrent, à la suite et en parallèles, débats en plénière et en ateliers.

ATDQuart Monde organisa un débat autour de sa plateforme actuelle : « *construire ensemble l'école de la réussite pour toutes et tous* ». En amont, des associations et syndicats enseignants du département avaient pris part à la préparation de ce débat : ensemble ils ont produit un film qui mettait en scène à la fois des parents du quartier s'exprimant sur l'école de leurs enfants, le directeur et le personnel spécialisé des écoles primaires du quartier Bon Voyage, explicitant leur point de vue. Le but était de montrer les différentes réalités et approches des un-e-s et des autres, afin de mieux cerner la diversité des difficultés et réfléchir aux moyens à développer pour les diminuer, voire les éliminer.

A la suite de cette séance riche en témoignages et en propositions radicales de transformation de notre école publique, l'assistance s'est partagée en trois ateliers aussi intéressants l'un que l'autre : un café citoyen autour de « *la laïcité à l'école* », un débat autour de la situation précaire dans laquelle la France maintient les Roms dans le 06 et un débat sur la crise de la dette, notamment en Grèce. Trois sujets qui, du local au global et inversement, traversent le monde et mettent au centre du débat cet « *autre monde* » duquel se réclament les forums sociaux d'ici et d'ailleurs.

Le « *collectif 06 pour les droits des femmes* » qui existe dans le département, depuis le milieu des années 1990, profita de l'apéritif offert par « *le commerce équitable* », pour animer, vers les 19 h 30, un débat qu'était censée susciter l'exposition féministe, qui, durant les deux jours du FSD, a "décoré" la salle d'accueil du CAL et attiré les regards curieux des participant-e-s. Leurs questions au sujet de ce qu'ils et elles avaient remarqué ou de leur positionnement par rapport au féminisme devaient trouver réponses, grâce à ce moment privilégié. Si certain-e-s ont pu rester sur leur faim, tou-te-s se sont néanmoins félicité-e-s de la qualité de cette exposition, haute en couleur, en matériel divers et variés, en

références historiques et politiques. Elle s'adressait autant aux adultes qu'aux enfants, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités tant il est vrai que l'être humain forge les bases de son devenir pendant l'enfance. (A noter que l'artiste à qui on doit cette magnifique exposition sur la question féministe est membre des Alternatifs dans les Bouches du Rhône et que les Alternatifs des Alpes-Maritimes sont membre à part entière du collectif départemental du droit des femmes depuis sa création.)

Cette exposition n'était pas la seule à titiller la curiosité ou à abreuver la soif de connaissance des participant-e-s à ce forum. Au deuxième étage à l'entrée des salles de travail, une exposition sur la longue marche des Roms à travers le monde et leur histoire difficile, tapissait les murs. Moins ludique et pour cause, mais riche de précisions géographiques et historiques, elle fut fort appréciée... Une autre manière de lier le local au global et de montrer que, en vue « d'un autre monde » notre civilisation occidentale a fort à faire.

Enfin, après le repas à prix libre pris en commun dans l'espace extérieur, au son du groupe musical « Burning système » la soirée s'acheva par un concert qu'animent les groupes, « Laissons les fées faire » et « Pangea » à la grande satisfaction de certain-e-s joyeux drilles qui ne conçoivent pas le « bien vivre ensemble » sans musique. Preuve que beaucoup partagent ce plaisir, l'assistance

était nombreuse dans la salle.

Pendant ces deux jours du FSD à Bon Voyage, chaque association ou syndicat qui le désirait a pu tenir un stand d'informations et de publications. Les Alternatifs du 06, par l'intermédiaire de leur association « rouge-vert », en ont aménagé un, avec leur presse Rouge et Vert, leurs auto-collants, leurs dépliants d'information sur le mouvement ainsi que des formulaires d'adhésions à l'association pour l'autogestion. Un moyen pour eux/elles d'affirmer leur présence dans le 06 et leur engagement politique d'altermondialiste.

Cette dixième édition du FSD se termina par un nouveau débat autour de l'école qui concernait, cette fois, les gens du voyage et plus spécifiquement les circassiens. Le film projeté pour susciter questions et réflexions était très intéressant et attachant mais la problématique de l'école en elle-même, n'a pas été suffisamment au centre des débats qui ont suivi. On se demandait si la réalisatrice du film, présente et animatrice du débat ne soutenait pas, que point n'est besoin de s'instruire pour bien vivre ensemble dans notre monde. Les présent-e-s, notamment les enseignant-e-s qui ne partageaient pas ce point de vue n'ont pas pu mener à son terme une discussion lucide sur le besoin d'une école pour toutes et tous, gens du voyage y compris.

Un débat qu'un prochain forum social pourrait peut-être porter plus avant car

si nous voulons un « autre monde » il se prépare ici et maintenant avec toutes et tous, quels que soient leur origine et leur mode de vie.

En bref, un forum social de très bonne tenue, même si certains de ces thèmes ont été insuffisamment ou maladroitement explorés. En positif,

- une bonne participation générale due sans doute à l'externalisation de trois débats sur l'ouest du département et aux thèmes choisis qui interpellent le quotidien des habitant-e-s du 06.
- une assez bonne participation locale et active des habitant-e-s de Bon Voyage, au travers, mais pas seulement, des association Démocratie Veille Citoyenne et « arc en ciel », sises sur le quartier et
- l'implication effective et compétente du CAL. Sont à noter à la fois son accueil chaleureux, efficace et son offre de proposer aux trois orchestres qui s'y produisent habituellement, d'animer la soirée de clôture du forum. Une manière concrète de lier le local au global.

Soyons-en convaincu-e-s : en ce mois d'octobre 2012, nous avons assisté à un forum social altermondialiste, digne de ce nom.

Les Alternatifs des Alpes-Maritimes s'en félicitent et se déclarent déjà partie prenante du prochain FSD qui devrait avoir lieu en octobre 2013

Bernadette BOUCHARD

LECTURE

ABéCéDaire pour le temps présent

On aurait pu croire que Jo Briant, ce militant infatigable pour toutes les "causes" concernant les libertés et les droits humains, ici en France et dans le monde, avait livré son "testament" avec son dernier ouvrage *Mes luttes, nos luttes pour un autre monde* (La pensée sauvage). Il n'en est rien. Il nous propose cette fois-ci, comme un *guide pédagogique militant*, son *Abécédaire pour le temps présent*, composé de soixante-treize entrées. (en voici une sélection à titre d'illustration : accaparement, Afrique, agriculture, Algérie, altermondialisme, bonheur, climat, Commune de Paris, danse, décroissance, dette, dégagel, femmes, fête, folie, gratuité, identité nationale, Palestine, philosophie, Roms, sans papiers, utopie, 14 juillet...)

Un cri de révolte contre tout un système qui conduit nos sociétés et la planète dans le mur, qui aggrave chaque jour les inégalités et qui exclut massivement les "sans" droit... Mais aussi un cri d'espoir et de résistance ... une fresque aux jalons multiples qui nous invite à imaginer un autre monde, pleinement humain, solidaire, durable, participatif. Un abécédaire

qui nous suggère les voies d'une alternative, d'une espérance à inventer et à construire...

Jo Briant, ex-professeur de philosophie et de sociologie, est animateur du Centre d'Information Inter-peuples de Grenoble, association de solidarité internationale. Il a longtemps milité au PSU et est adhérent des Alternatifs. Entre son premier engagement contre la "sale" guerre coloniale d'Algérie et son soutien absolu aux sans papiers, il a participé à des dizaines de comités contre le néo-colonialisme, l'Apartheid, les dictatures d'Amérique Latine, le racisme anti-immigrés, la guerre du Golfe, le génocide du Rwanda, l'oppression coloniale des peuples palestiniens, timorais, cabindais, tchéchène...

A déjà publié quatre ouvrages, *Chili au quotidien*, l'Harmattan, 1987, *Ces Indiens qui veulent vivre*, La Pensée sauvage, 1993, *Paroles d'un voyageur solidaire*, l'Harmattan, 2000, *Mes luttes, nos luttes pour un autre monde*, La Pensée sauvage, 2007, il est un témoin passionné, solidaire des combats et des espoirs des peuples et des citoyen(ne)s des cinq

continents qui veulent faire entendre leur voix et aspirent à vivre enfin dans la dignité.

L'illustratrice : Anne-Leïla Ollivier, artiste graphiste auteure des 40 dessins accompagnant 40 entrées du livre de Jo Briant.

On peut se le procurer soit en librairie (même s'il n'est pas dans les rayons de telle librairie, les libraires peuvent toujours le commander), soit directement : Jo BRIANT- 150, Galerie de l'Arlequin- appart. 7306- 38100- Grenoble, 20€ envoi compris. Avec une dédicace si souhaitée!

ABéCéDaire pour le temps présent,
Jo Briant.
Préface de Gustave Massiah,
illustré par Anne-Leïla Ollivier,
La Pensée Sauvage
326 pages, 20 euros

